



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

taux

Question écrite n° 1049

Texte de la question

M. Patrick Delnatte souhaite attirer l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le différentiel de TVA appliqué aux activités de restauration. Il apparaît en effet qu'un taux de TVA de 20,6 % est appliqué aux activités de la restauration libre-service, alors que certaines autres formes de restauration sont assujetties à un taux réduit de 5,5 %. Il en découle un différentiel fiscal de 15 points néfaste au libre jeu de la concurrence, d'autant plus dommageable qu'il s'exerce à l'encontre d'un secteur qui privilégie une forme de restauration qui s'appuie très largement sur le secteur agro-alimentaire français. Il lui demande donc les perspectives de son action ministérielle afin d'y remédier.

Texte de la réponse

Les opérations de ventes à consommer sur place sont passibles du taux normal de la TVA quelle que soit leur forme ou leur appellation. En effet, la directive 92-77 du 19 octobre 1992 ne permet pas d'appliquer un taux de TVA autre que le taux normal à ces opérations. Seuls les Etats membres qui, au 1er janvier 1991, appliquaient à la restauration un taux réduit ont été autorisés à le maintenir à titre transitoire. En revanche, les pays qui, comme la France, appliquaient à cette date le taux normal de la TVA ne peuvent pas appliquer un taux réduit. Il est rappelé que l'Allemagne, la Belgique, la Finlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède appliquent aux opérations de vente à consommer sur place des taux de TVA compris entre 15 et 25 %. Il n'y a donc pas d'exception française dans ce domaine. Une modification de la directive ne peut s'effectuer en tout état de cause qu'à l'initiative de la Commission et requiert, s'agissant de la fiscalité, l'unanimité des Etats membres. Enfin, l'application du taux réduit aux opérations de vente à consommer sur place présenterait un coût budgétaire supérieur à 20 milliards de francs par an qui n'est pas compatible avec les contraintes budgétaires.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Delnatte](#)

Circonscription : Nord (9^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 1049

Rubrique : Tva

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 juillet 1997, page 2343

Réponse publiée le : 6 octobre 1997, page 3299